

Excédent mensuel au plus bas en deux ans

COMMERCE EXTÉRIEUR. Les exportations en avril ont subi les faiblesses des secteurs chimique et pharmaceutique.

Les exportations suisses corrigées des jours ouvrables ont légèrement diminué de 0,4% en avril par rapport au même mois de l'an passé. Les importations ont pour leur part augmenté de 2,3%. La balance commerciale a bouclé avec le plus faible excédent des deux dernières années.

La tendance d'avril a été marquée par le dynamisme des exportations helvétiques vers la Chine, a indiqué hier l'Administration fédérale des douanes (AFD). Évoluant de manière très hétérogène selon les différentes branches, les livraisons à l'étranger ont cependant souffert de la «frilosité» des secteurs chimique et pharmaceutique.

Principales exportatrices helvétiques, ces deux dernières branches ont vu leurs envois vers l'étranger n'augmenter que de 0,3% le mois dernier. En termes non corrigés des jours ouvrables, le mois sous revue ayant compté trois jours fériés de plus que 2016, les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques ont chuté de 11,5%.

Dans cette dernière catégorie, le bond de 228 millions de francs

(+19,9%) constaté pour les envois de principes actifs n'a pas pu compenser la dégringolade de 221 millions ou 6,8% observée pour les médicaments. Les exportations de machines et d'articles des industries électriques et électroniques se sont contractées de 3% (-12,6% non corrigés des jours ouvrables).

L'horlogerie a elle aussi essuyé un tassement de ses livraisons à l'étranger (*lire ci-dessous*). Il en est allé de même pour les instruments de précision, les envois de ces produits se repliant de 3,1% (-13,1%). Plombé par l'aéronautique, le segment des véhicules a souffert de la plus forte contraction, ses envois plongeant de 10,4% (-20,6%).

Côté hausse, l'industrie des métaux a vu ses exportations augmenter de 8,8% (-4,9%), tout comme la bijouterie et la joaillerie (1,9%/+6,6% en termes non corrigés des jours ouvrables) ainsi que le groupe des denrées alimentaires, boissons et tabacs (+2,9%/+5,9%). La plus forte croissance est à mettre au compte des textiles, de l'habillement et des chaussures (+18,3%/+6%). – (ats)

L'horlogerie repart à la baisse

L'horlogerie suisse n'a pas confirmé en avril le retour à la croissance de ses exportations constaté le mois précédent, après 20 mois de baisse. Les livraisons à l'étranger ont diminué de 5,7% par rapport à la même période de l'an dernier, à 1,53 milliard de francs. La Fédération de l'industrie horlogère suisse (FH) avait anticipé un recul plus marqué. Corrigées des jours ouvrables, avec trois jours de moins en raison des fêtes de Pâques, la baisse d'avril ressort limitée à 1,9%, selon les statistiques de l'Administration fédérale des douanes publiées en parallèle. Pour les seules montres-bracelets, la valeur des ventes à l'étranger a diminué en avril de 5,4% sur un an à 1,44 milliard de francs. Le nombre de pièces écoulées est lui en chute de 9% à 1,8 million. Toutes les catégories accusent un recul à l'aune des unités vendues. – (ats)

STATISTIQUES

Presque 5 millions de personnes actives occupées

En Suisse, 4,97 millions de personnes étaient occupées au 1^{er} trimestre 2017, soit 0,6% de plus qu'à la même période un an plus tôt. En termes d'équivalents plein temps (ETP), la hausse est ramenée à 0,5% et après correction des variations saisonnières, l'évolution est quasiment stable, révèle l'enquête sur la population active (ESPA) publiée hier par l'OFS. Pendant la période sous revue, le taux de chômage selon la définition du Bureau international du Travail (BIT) est resté stable à 5,3%, alors que dans l'Union européenne, il a reculé en moyenne à 8,4% (9,2%).

Augmentation continue du nombre d'offres d'emploi

Le nombre d'offres d'emploi publiées en Suisse a progressé en mai de 1,1% sur un mois. Cette augmentation s'inscrit dans la poursuite de la tendance observée depuis janvier 2017, a indiqué l'agence de placement Michael Page dans son Swiss Job Index. Depuis le début de l'année, la progression est de 11%. L'augmentation du nombre d'offres d'emploi est tirée par les catégories des spécialistes IT (+6,2%) et des banquiers (+5,7%).

Employés de banques de plus en plus satisfaits

De plus en plus d'employés de banque se déclarent satisfaits du niveau de leur salaire, à savoir 61% contre 57% il y a deux ans. Pour les bonus, le degré de satisfaction a progressé à 55% de 46%, selon l'enquête bisannuelle publiée par l'Association suisse des employés de banque (Aseb). La rémunération totale n'a pourtant que modestement augmenté (+1,6%) depuis 2015, à 111.750 francs par année en moyenne.

Recul du secteur secondaire au premier trimestre

La production dans le secteur secondaire en Suisse a reculé au premier trimestre de 1,3% sur un an. Les chiffres d'affaires ont diminué de 1,7%. Ces diminutions affectent à la fois l'industrie et la construction, selon l'OFS hier. Dans l'industrie, la production a baissé de 1,3%. La baisse est encore plus marquée dans la construction (-1,4%). Dans le détail, la production s'est accrue de 4,0% dans le bâtiment, le génie civil a par contre enregistré une baisse (-2,1%). Enfin, la production a diminué de 2,7% dans les travaux de construction spécialisés.

La gouvernance des PME suisses auscultée

ÉTUDE. La HEIG-VD a sondé près de 650 PME sur leurs motivations et leurs pratiques.

MARJORIE THÉRY

Pourquoi les petites et moyennes entreprises mettent-elles en place des stratégies de gouvernance? Principalement pour améliorer leur compétitivité, d'après les conclusions de l'étude publiée hier par la Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud (*voir ci-dessous*).

La HEIG-VD a réalisé cette étude sur les thèmes de la gouvernance et des stratégies de responsabilité sociale d'entreprise auprès d'environ 650 PME suisses non cotées. Un éclairage bienvenu et inédit, la majorité des informations sur ces thématiques se concentrant sur les grandes entreprises cotées. Les dirigeants de PME ont été interrogés sur plusieurs aspects.

A propos de leurs motivations premièrement, où l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise par rapport aux concurrents (à plus de 62%) figure en tête des raisons évoquées par les dirigeants. Vient ensuite le souhait de répondre à une attente de la clientèle (56%). On imagine que ces deux éléments peuvent être corrélés, avec comme notamment comme accélérateur les politiques RSE de plus grandes entreprises, y compris multinationales, dont les PME sont souvent les fournisseurs. Ces grandes entreprises sont structurellement plus avancées dans ces processus RSE, demandant à leurs fournisseurs un effort en la matière, pour contrôler leur chaîne de valeur.

Au sein des plus grandes entreprises de l'échantillon (plus de 250 emplois ETP), la mise en conformité avec les réglementations est également citée comme vecteur de changement.

L'étude décrit également l'importance de la gouvernance entre les instances dirigeantes et les actionnaires des entreprises. Au-delà de l'organisation de l'entreprise, et notamment de leur conseil d'administration, les entreprises ont également été interrogées sur les actions concrètes mises en place dans les quatre domaines suivants: environnemental, sociétal, économique et managérial. En matière environnementale, les PME ont indiqué avoir agi en moyenne sur deux actions spécifiques. Le tri et le recyclage, ainsi que le respect des normes, figurent parmi les démarches les plus couramment retenues (respectivement 86% et 74% des entreprises répondantes), loin devant la gestion active de l'énergie (44%) ou la réduction des émissions de CO2 liées aux transports (29%).

Les actions concrètes de gouvernance des PME

Sur le plan économique, les entreprises ont majoritairement déclaré avoir mis en œuvre trois à quatre actions concrètes. Le contrôle qualité des produits/services (79%), l'évaluation de la satisfaction des clients (69%) et l'amélioration continue de l'efficacité des processus de production (64%) sont les trois actions les plus couramment mises en œuvre.

Pour le domaine sociétal, les PME se concentrent également sur trois à quatre actions concrètes. Le respect des normes de santé et de sécurité (87%) sont en tête, suivies de l'égalité salariale selon les fonctions, sans discrimination (79%). En bonne position également, l'aménagement du temps de travail est cité par

plus de deux tiers des répondants. Le dernier aspect, sur le management, est toutefois nettement plus flou. Ici, ce sont le respect du principe d'honnêteté dans les affaires (89%) et la définition claire des tâches et responsabilités (87%) qui sont les actions les plus couramment mises en œuvre. Des éléments potentiellement rassurants, mais qui tiennent davantage du principe que de l'action.

Le cas des entreprises familiales

Les auteurs du rapport ont mis en évidence le cas de la charte familiale, que l'on pourrait comparer à un pacte d'actionnaire «augmenté». Selon la HEIG-VD, ce document peut s'avérer très utile dans les entreprises familiales, car il permet de définir et de regrouper les objectifs et valeurs de la famille par rapport à l'entreprise, ainsi que de s'accorder sur la rémunération des membres actifs, ou encore de préciser les règles de succession.

Selon les auteurs, il est intéressant de constater que si la majorité des entreprises sondées peuvent être considérées comme des entreprises familiales (pour 45% d'entre elles, le capital est détenu directement par le fondateur et à 26%, par une famille), seulement 15% des entreprises interrogées ont indiqué qu'elles disposaient d'une telle charte.

Finalement, l'étude souligne que les principaux obstacles relevés par les dirigeants dans la mise en place de programmes de gouvernance ou de RSE sont le manque de temps (51,9%) et la petite taille de l'entreprise (49,6%). Loin devant le manque de budget, cité par un quart. ■

PRINCIPALES MOTIVATIONS À LA MISE EN PLACE DES ACTIONS DE GOUVERNANCE ET DE RSE

Attirer de nouveaux investisseurs ou obtenir plus facilement des garanties ou des financements	8.2%	53
Nouer des partenariats locaux (collectivités...)	14.6%	94
Gagner des marchés publics	20.5%	132
Répondre aux besoins spécifiques des propriétaires de l'entreprise	24.4%	157
Préparer la transmission/succession de l'entreprise	32.7%	210
Apporter un avantage "image" sur le plan commercial	35.3%	227
Réduire les coûts	46.2%	297
Structurer l'entreprise pour la soutenir dans son développement	48.2%	310
S'assurer du respect de la réglementation	49.8%	320
Inscrire la vision du dirigeant dans l'entreprise	51.0%	328
Augmenter votre chiffre d'affaires et/ou votre part de marché	52.1%	335
Mobiliser les salariés autour d'un projet commun	55.8%	359
Répondre à une attente de vos clients	56.1%	361
Améliorer votre compétitivité par rapport aux offres de vos concurrents	62.7%	403

HEIG-VD, IIDE

Un guide pratique pour la gouvernance des PME

En plus de l'étude, une série d'entretiens avec des dirigeants d'entreprise ont également été conduits par la HEIG-VD. Ils ont confirmé que ces actions RSE doivent apporter des réponses concrètes à des problématiques opérationnelles, avec le minimum de contraintes supplémentaires.

«N'étant pas des miniatures de grandes entreprises, les PME ont besoin de leurs propres outils de gestion, lesquels doivent être adaptés notamment à leur taille, à leurs systèmes d'information et de gestion ou encore à leur formalisation de la stratégie», précise le communiqué.

Grâce aux informations transmises par les 643 entreprises ayant répondu à l'enquête, l'Institut IDE de la HEIG-VD a ainsi développé «L'Approche GeRE», afin de proposer des solutions concrètes

pour améliorer la performance et la pérennité des entreprises.

Sous la forme de fiches pratiques (publiées en même temps que l'étude et en libre accès sur internet), l'Approche GeRE vise à apporter des réponses aux 6 problématiques principales auxquelles les dirigeants d'une PME sont confrontés, grâce aux principes et outils de la Gouvernance et de la Responsabilité d'Entreprise (GeRE). Enfin, la HEIG-VD précise que dans l'étude, les germanophones représentaient 42% de l'échantillon, les franco-phones 33%, les bilingues 23% et les italo-phones 2%. Près de la moitié des répondants sont des entreprises comptant entre 10 et 49 salariés (ETP) et l'âge médian des entreprises de l'échantillon est de 36 ans. – (MT)

Le ministre US de la Santé à Genève

Conférence de GE Healthcare sur la santé mondiale.

En marge de la 70^e édition de l'Assemblée mondiale de la santé organisée par l'OMS, GE Healthcare, l'un des leaders mondiaux des équipements d'imagerie médicale, organisait hier une conférence à Genève sur le thème de l'accélération du développement des systèmes de santé par le biais de financement et de partenariats durables. En présence de Tom Price, Secrétaire à la Santé et aux Services sociaux des Etats-Unis, et de Michael Møller, directeur des Nations-Unies à Genève, John Flannery, président et CEO de GE Healthcare, ouvrait la séance.

Le premier panel, consacré au financement et au modèle d'affaires de l'innovation dans le domaine de la santé, réunissait Arnaud Bernaert (World Economic Forum), Chris Mc Cahan (International Finance Corpora-

AU MENU: L'ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ PAR LE BIAIS DE FINANCEMENT ET DE PARTENARIATS DURABLES.

tion), Danielle Montgomery (Overseas Private Investment Corporation) et Tim Evans (Banque Mondiale).

Terri Bresenham, présidente et CEO de GE Healthcare Sustainable Health Solutions modérat un second panel sur le renforcement des systèmes de santé durable, au cours duquel intervenaient Cleopa Kilonzo Mailu (Ministère de la santé du Kenya), Pamela Roussos (Miller Center for Social Entrepreneurship), le professeur Eyup Gumus (Ministère de la santé de Turquie), Isaac Folorunso Adewole (Ministère de la santé du Nigeria) et Ibu Diah Saminarsih (Ministère de la santé pour les objectifs de développement durable d'Indonésie).

Une troisième et dernière session se concentrait sur la santé globale et le futur de la politique de santé aux Etats-Unis. On y entendait Bill Steiger, conseiller senior du gouvernement américain, Stephanie Ferguson et Gisela Abbam, membres du comité de Global Health and the Future of the United States, responsable des priorités et recommandations au gouvernement américain en matière de santé mondiale. – (NJN)

AGENDA

MERCREDI 24 MAI

Ypsomed: résultats 2016/17
New Venturetec: résultats 51
AXA Assurances: CP compte d'entreprise prévoyance professionnelle 2016, Zurich
Myriad: as. g., Zurich
Glencore Plc: as. g., Cham
Wartek Invest: as. g., Bâle
Cosmo: as. g.

JEUDI 25 MAI

Jour férié, Ascension